



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 3 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 27 octobre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme BERNARD, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etait excusée et représentée par pouvoir :

Mme HOLGADO à M. CARREAU

Etait excusé :

M. LIMINIANA

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. MONMARCHON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 26

Pour : 22

Contre : 4

Abstention : 0

19 – SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE (SDCI) - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal délibère à la majorité

Depuis 2010, l'Etat a engagé une réforme de l'administration territoriale avec le souci de simplifier les institutions locales, de renforcer la compétitivité des territoires et de faire progresser la solidarité territoriale :

- Loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales ;
- Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM) ;
- Loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;
- Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe).

La loi NOTRe et les critères du SDCI

La loi NOTRe définit de nouvelles compétences obligatoires pour les communautés de communes et prévoit que les Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI) soient arrêtés avant le 31 décembre 2016 pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2017 par arrêtés du représentant de l'Etat.

Ainsi, le SDCI a pour objectif :

- De parvenir à la couverture intégrale du territoire par des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'au moins 15 000 habitants,
- De rationaliser les périmètres des EPCI à fiscalité propre,
- De réduire le nombre de syndicats intercommunaux et de syndicats mixtes.

Pour ce faire, le SDCI doit prendre en compte les critères suivant :

- La cohérence spatiale des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au regard notamment du périmètre des unités urbaines au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, des bassins de vie et des schémas de cohérence territoriale ;
- L'accroissement de la solidarité financière et de la solidarité territoriale ;

- La réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes, en particulier par la suppression des doubles emplois entre des EPCI ou entre ceux-ci et des syndicats mixtes ;
- Le transfert des compétences exercées par les syndicats de communes ou les syndicats mixtes à un EPCI à fiscalité propre ou à un autre syndicat exerçant les mêmes compétences conformément aux objectifs de rationalisation des périmètres des groupements existants et de renforcement de la solidarité territoriale ;
- La rationalisation des structures compétentes en matière d'aménagement de l'espace, de protection de l'environnement et de respect des principes du développement durable ;
- L'approfondissement de la coopération au sein des périmètres des pôles métropolitains et des pôles d'équilibre territoriaux et ruraux
- Les délibérations portant création de communes nouvelles.

L'adoption du SDCI

Le projet de SDCI est élaboré par le préfet du département puis est présenté à la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI). Il est ensuite adressé pour avis aux organes délibérants des communes, EPCI et syndicats concernés par les propositions de modification de périmètre.

Ces derniers se prononcent dans les deux mois suivant les notifications, à défaut l'avis est réputé favorable.

Le projet de schéma et les avis sont ensuite transmis à la CDCI qui dispose de trois mois pour se prononcer. A défaut de délibération dans ce délai l'avis est réputé favorable.

Les propositions de modifications du projet de schéma adoptées par la CDCI à la majorité des deux tiers y sont intégrées.

Le SDCI est arrêté par décision du représentant de l'Etat au plus tard le 31 Mars 2016 et fait l'objet d'une révision tous les six ans.

Calendrier de mise en œuvre du SDCI

Les arrêtés de projets de création, fusions pour modification de périmètre d'EPCI à fiscalité propre ainsi que les projets de dissolution des syndicats seront notifiés au plus tard le 15 juin 2016 aux établissements et communes concernés. Les organes délibérants disposeront d'un délai de 75 jours pour se prononcer, à défaut l'avis sera réputé favorable.

A l'issue de cette consultation, si les conditions de majorité ne sont pas réunies (la moitié des conseils municipaux des communes intéressées représentant au moins la moitié de la population totale, y compris le conseil municipal de la commune la plus peuplée si la population représente au moins le tiers de la population totale) le représentant de l'Etat peut engager la procédure du « passer outre », sous réserve d'un avis favorable de la CDCI.

Les arrêtés définitifs de périmètre devront être pris par le représentant de l'Etat au plus tard le 31 décembre 2016.

Le projet de SDCI transmis par le représentant de l'Etat suite à la réunion de la CDCI du 19 octobre 2015.

Le projet de SDCI, transmis par le représentant de l'Etat en date du 23 octobre 2015 pour avis, prône pour l'arrondissement de Blaye :

- la fusion des 5 communautés de communes : communauté de communes du canton de Blaye, communauté de communes du canton de Bourg, communauté de communes Latitude Nord-Gironde, communauté de communes du Cubzaguais et communauté de communes de l'Estuaire canton de St Ciers
- la dissolution du syndicat mixte du Pays de la Haute Gironde
- la dissolution du syndicat mixte du SCOT de la Haute Gironde

Observations concernant le projet de SDCI :

- *Un projet de SDCI qui ne tient pas compte de l'histoire du territoire et de la vision des élus locaux*

Si, comme le souligne le projet de SDCI, les prémisses de la coopération intercommunale remontent aux années 1970 sur la Haute Gironde, il faut cependant garder en mémoire que les élus locaux se sont déjà prononcés dans le passé sur une réorganisation territoriale.

En 2013, les 10 maires de la Communauté de Communes du Cubzaguais signaient une motion visant au rapprochement avec le territoire du Fronsadais.

En 2014, trois communautés de communes de la Haute Gironde se prononçaient défavorablement à la transformation du Syndicat Mixte du Pays de la Haute Gironde en Pôle d'Equilibre Territorial (PETR). Les élus affichaient ainsi fermement leur volonté de ne pas fusionner à terme les cinq communautés de communes.

Enfin, il faut rappeler la délibération de la Communauté de Communes du canton de Blaye en date du 17 juin 2015 portant projet de fusion entre les communautés de communes des cantons de Bourg sur Gironde, de Blaye et de l'Estuaire. Prenant appui sur la notion de territoire « vécu », les élus communautaires se sont ainsi positionnés en faveur d'une fusion à l'échelle du nouveau canton de l'Estuaire.

Aussi, paraît-il regrettable que ces éléments ne figurent pas dans le projet de schéma et que ce dernier développe une unification des 5 CdC existantes.

➤ *Des incohérences en matière d'aménagement du territoire et de cohérence territoriale*

- La notion de territoire « vécu » par les habitants n'est pas suffisamment prise en compte :

Si les élus locaux communiquent sur cette notion de territoire « vécu » qui peut paraître difficile à appréhender, l'INSEE, sur son site internet, en fait état de façon explicite *« Arcachon, Blaye, Langon, Lesparre-Médoc, Libourne, La Réole, Saint-André-de-Cubzac et La Teste-de-Buch sont des communes autour desquelles la vie des Girondins s'organise : ce sont des pôles d'équipements supérieurs. Leurs habitants et ceux des communes environnantes ont accès à des équipements ou des services relativement rares : cinéma, lycée, hypermarché, médecin spécialiste... Tous ces pôles possèdent un lycée d'enseignement général ou professionnel, excepté La Teste-de-Buch. Leurs résidents y trouvent des établissements de santé de court ou moyen séjour »*.

Il apparaît ainsi clairement qu'il existe dans le quotidien des habitants de la Haute Gironde deux pôles structurants de centralité : Blaye et Saint André de Cubzac et qu'il convient de les affirmer et de les conforter plutôt que de les annihiler, sous peine de renforcer les déséquilibres territoriaux au détriment d'une des deux villes centres.

Le premier, chef de lieu d'arrondissement, sous-préfecture, constitue une véritable zone de polarité au nord du département. A titre d'exemple, la zone de chalandise de la zone commerciale Blaye-Cars- St Martin s'étend de l'ex-canton de Saint Ciers sur Gironde au nord à celui de Bourg en Gironde au sud, englobant des communes du territoire de Saint Savin.

Le second, inscrit dans l'aire urbaine bordelaise, se développe selon un axe sud-ouest/nord-est et constitue la porte d'entrée de l'agglomération de l'autre côté de la Dordogne.

Enfin, il est à craindre que la négation de l'existence de ces deux pôles de vie de la Haute Gironde (Blaye et St André de Cubzac), pourrait favoriser et/ou accentuer la disparition de services publics locaux par phénomène de concentration sur une des deux villes centres.

➤ *Le projet de SDCI développe un argumentaire partiel pour une fusion des 5 CdC existantes*

Le projet de Schéma semble argumenter la nécessité d'une fusion des 5 communautés de communes par des actions initiées et portées par le Syndicat Mixte du Pays de la Haute Gironde : co-voiturage, drive fermier, OPAH,....

En aucun cas, ces actions, dont certaines n'ont pu aboutir, ne peuvent témoigner d'une coopération importante entre les communautés de communes du territoire. Elles ne font que mettre en exergue que le Pays de la Haute Gironde reste et demeure une structure de coopération « à la carte », dont l'existence est pourtant assurée par le financement de l'ensemble des communautés de communes. Le projet de schéma souligne d'ailleurs lui-même *« les limites du Pays à mobiliser l'ensemble de ses acteurs locaux »*.

Un dispositif tel que l'OPAH peut très bien continuer à être mis en œuvre avec deux intercommunalités sur un même territoire.

De plus, le projet de schéma justifie une fusion des 5 communautés de communes de la Haute Gironde par le fait que certaines CdC participent aux initiatives du SMICVAL dont elles sont membres. Cet argument pourrait s'entendre de l'ensemble des EPCI membres de ce syndicat.

Le projet évoque également des « dynamiques de croissance contrastées » entre communes estuariennes et communes de l'intérieur mais on ne voit pas réellement le lien entre ce constat et la nécessité d'une fusion à 5. L'analyse semble un peu rapide alors que les phénomènes expliquant la croissance ou la décroissance des territoires sont plus complexes.

➤ *Un gigantisme inadapté aux réalités locales*

La mise en œuvre du projet de SDCI aboutirait à la création d'une CdC de 65 communes et de plus de 85 000 habitants. Relier les communes de Pleine Selve et Cubzac les Ponts prendrait une heure pour une distance de 50 km.

Or, le SDCI maintient de nombreuses CdC à taille raisonnable. C'est le cas par exemple de la CdC « secteur de Saint Loubès » à 25 000 habitants, CdC du Bazadais à 15 000 habitants ou encore le Sauveterrois à 9 000 habitants.

De plus, les fusions proposées des CdC, hormis la nôtre, ne dépassent pas 47 000 habitants.

La fusion à l'échelle de la Haute Gironde apparaît comme une véritable anomalie dans ce schéma intercommunal girondin.

D'où provient cette inégalité de traitement ?

○ *Une harmonisation difficile des services aux habitants et des compétences*

A l'échelle de l'ensemble de la Haute Gironde, l'exercice des compétences par chacune des CdC met en évidence la diversité des réalités de territoire et des préoccupations des élus communautaires dans la réponse aux besoins de leurs administrés. C'est la raison pour laquelle certaines intercommunalités ont mis en place au fil du temps des services différents et des compétences différentes.

Si un tel périmètre peut paraître concevable en matière d'aménagement de l'espace, il en va différemment pour les services à la personne.

En effet, le maintien des établissements existants ne générerait aucune économie d'échelle et le regroupement de ces services ne serait pas pertinent en matière d'accès à la population. Il faut rappeler que les communautés de communes de Blaye et de l'Estuaire doivent chaque jour faire face aux difficultés de déplacement de leurs habitants.

Par ailleurs, sur les 5 CdC proposées à la fusion, 3 d'entre elles disposent de compétences identiques notamment en matière d'aide à domicile. Les communautés de communes de Latitude Nord Gironde et du Cubzaguais ne disposent pas de tels services en régie. Il est vrai que les élus devront faire le choix de l'harmonisation des services de cette nouvelle CdC. Mais comment intégrer ces services à moindre coût sur un périmètre élargi ou comment restituer cette compétence au tissu associatif alors que les agents sociaux représentent près de la moitié des effectifs des communautés de communes ?

Quelques soient les services à la personne, qu'il sera indispensable d'harmoniser, passer de 15 000 habitants à plus de 80 000 habitants conduit à complexifier le périmètre d'intervention qui devient surdimensionné. Comment répondre aux besoins de proximité de nos habitants ?

Il paraît plus pertinent de rechercher les points de convergence : un territoire plus rural au nord et à l'ouest, un développement de services de proximité, des dynamiques intercommunales similaires en matière de services aux habitants (action sociale, jeunesse, maison de service aux publics)

○ *Un temps de mise en place et d'harmonisation qui va figer le fonctionnement de la CdC durant plusieurs années*

Riche d'une première fusion en 2010, les élus de la Communauté de Communes du canton de Blaye mesurent bien les difficultés de mise en place d'un nouvel établissement issu de CdC aux compétences différentes.

Demain, au-delà des préoccupations politiques, il faudra très rapidement traiter du maintien ou de la suppression des services et de leur harmonisation. Ces questions seront d'autant plus difficiles à trancher et prendront

d'autant plus de temps à être traitées que les relations sont aujourd'hui peu développées avec les communautés de communes de Latitude Nord Gironde et du cubzaguais.

Pour ces raisons la fusion des 5 communautés de communes du territoire de la Haute Gironde proposée dans le schéma ne semble pas pertinente.

Il est demandé au conseil municipal de :

- rejeter le projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunal
- s'engager dans les semaines qui viennent à proposer une nouvelle organisation de l'intercommunalité de la Haute Gironde en concertation avec ses voisins.

Fait et adopté à la majorité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 05/11/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20151103-23247-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK



